

# Une nouvelle obligation d'information pour la restauration de plats à emporter ou à livrer



© 2023 Les Echos Publishing

À compter du 1<sup>er</sup> octobre 2023, les restaurateurs qui proposent uniquement des plats à livrer ou à emporter devront informer les consommateurs sur le pays d'élevage et d'abattage des viandes, qu'elles soient bovines, porcines, ovines ou de volaille, achetées crues qui composent ces plats. S'agissant de la viande bovine, le pays de naissance de l'animal devra également être indiqué.

**Précision** : cette obligation ne concerne pas les viandes achetées déjà préparées ou cuisinées.

Cette obligation, qui pesait déjà sur les établissements de restauration proposant une consommation sur place, est donc étendue à ceux qui proposent seulement des repas à emporter ou à livrer, donc sans salle de consommation sur place.

Pour les viandes porcines, ovines et de volailles, l'obligation s'appliquera jusqu'au 29 février 2024.

Concrètement, lorsque la naissance, l'élevage et l'abattage de l'animal dont sont issues les viandes auront eu lieu dans le même pays, la mention de l'origine (nom du pays) devra être indiquée.

Pour les viandes porcines, ovines et de volailles, c'est la mention « élevé (nom du ou des pays d'élevage) et abattu (nom du pays d'abattage) » qui devra être indiquée.

Et pour la viande bovine, lorsque la naissance, l'élevage et l'abattage auront eu lieu dans des pays différents, la mention « né et élevé (nom du pays de naissance et nom du ou des pays d'élevage) et abattu (nom du pays d'abattage) » devra apparaître.

**Attention** : le non-respect de cette obligation pourra être sanctionné par une amende de 1 500 € s'il s'agit d'une personne physique et de 7 500 € s'il s'agit d'une personne morale.

[Décret n° 2023-492 du 21 juin 2023, JO du 23](#)

© 2023 Les Echos Publishing